Cahier de doléances du Tiers État de Pierregot (Somme)

Pour satisfaire à la lettre et règlement de Sa Majesté en date du 24 janvier dernier, et aux ordonnances de Monsieur le lieutenant du bailliage d'Amien en date du 11 février et 2 mars présent mois, ainsi que de répondre sur l'assignation donnée à la communauté du 10 aussi dudit mois ;

Nous habitans, corps et communauté de ladite paroisse de Piergot, province de Picardie, bailliage d'Amien, élection et département de Doullens, assemblé au son de la cloche aujourd'hui dimanche 15 du présent mois à la sortie de la messe paroissiale dudit lieu, en la manière accoutumée, et jour suivant, après la publication de ladite lettre et règlement ainsi que desdites ordonnances faites par Monsieur Drevelle prêtre, curé dudit lieu, au prône de ladite messe, et par les affiches lu et publiée par Jean-Baptiste Cozette syndic de la municipalité dudit lieu, en date de ce jour, à l'effet de dresser le présent cahier de doléances, plaintes et remontrances et nommer les députés dans le nombre de deux prescrit par l'article 31 dudit règlement, pourquoy en ladite assemblée après avoir recueillie les voix la communauté ont donné leur suffrage¹ qui se sont chargés dudit cahier, pour par eux être présenté à l'assemblée d'Amiens devant Monsieur le lieutenant général dudit bailliage, répondre et dire ce que de raison, ladite communauté leurs ayant donné plainte pouvoir ainsi qu'il est expliqué dans le duplicata du procès-verbal et qu'il leurs ont été remis à l'instant, lesquels s'en sont chargés.

Article premier. Nous disons que, suivant nos faibles lumières, que nous ne prétendons pas ny attaquer ny préjudicier à personne, ne cherchant que le bien de l'État, la tranquillité et le bonheur public, étant persuadé que Sa Majesté le souhaite elle-même ; que pour y parvenir nous nous bornerons à suivre les loys publiques sous le bon plaisir de Sa Majesté, la réforme des gabelles, aides, tabac, bureau des traites et les droits de la marque, à cause des vexations qui se font au public par une quantité nombreuse de commis de tout genre ; on oze même dire que cette province est pour ainsi dire un pays d'inquisition, par les tribulations, maltraitemens et injustice que font journellement ces mêmes commis au public ; de plus l'État en souffre par des frais de régie considérable que Sa Majesté paye pour le appointement desdits commis.

Pour répondre à la demande concernant la réforme desdite ferme ainsi qu'à l'observation des frais de régie, nous disons que, pour le bien et la tranquillité publique. Sa Majesté ait la bonté de donner la liberté au public de prendre le sel aux salines, et d'en faire commerce comme toute autre marchandise. Pour parvenir donc à la rentrée des deniers royaux que peut produire le revenu de l'État par les impôts actuels desdites fermes, nous pensons que Sa Majesté, auparavant l'imposition nouvelle, en place de celle des impôts actuels, fasse demander des déclarations par écrit à chacun des provinces de tous les biens fonds des provinces aux départements et à donner aux paroisses et communautés, sans exception d'aucun état ny privilège ; comprendre dans ladite déclaration châteaux, manoirs, enclos, prés, terre, bois et tous autres fonds généralement quelconques eu égard aux productions de chacune province, et aux décharges des terroirs dont les paroisses sont lésés ; que ses déclarations seront formées en quatre classes.

Pour parvenir à² les abus qui pourroient se commettre dans lesdites déclarations, y attachée une peine à chacun des contrevenants ; que ce qui se trouveroit après vérifications faites ensus desdites déclarations, en ordonner la réunion du surplus au domaine de Sa Majesté ; que ses déclarations serviront de titre à un chacun pour leur possession.

Que tout particulier qui ne seront pas écrire ny signer, seront obligés de la faire faire par le ministère du greffier du lieu, en présence et l'assistance du juge dudit lieu, qui signera les actes avec ledit greffier ; ordonner une taxe modique pour les écritures et papier du greffier, et pour l'assistance et signature dudit juge, que les déclarations seront faites double, dont un restera audit greffier. Or après la récapitulation de toutes les provinces, départements et paroisses, on connoitra la quantité de tous les fonds ; de là on pourra imposer un droit à chacun arpent de terre qui se trouvera dans le royaume, suivant leur classe, ainsi que tous les autres biens. On présume qu'il se trouvera un excédant du montant actuels des impôts.

¹ Espace laissé en blanc.

² prévenir

Ensuite que le montant desdits droits soit imposé par un seul rolle, sous une domination quelconque ; que les collecteur qui se trouveront chargé dudit rolle, en verseront les deniers directement au bureau général de leur département.

Par le moyen d'un seul rolle, les paroisses éviteront des frais multiplié de diférend rolle, ce qui a toujours été onéreux aux paroisse.

Art. 2. Nous prions Sa Majesté de laisser le controlle et greffe, mais nous le suplions d'en diminuer les droits qui sont aujourd'huy considérable et très onéreux.

Art. 3. Nous disons aussy en la présente assemblé, que tous particulier routurier qui possèdent quelque petite partie de bien en fief, léquels particulier sont sujet aux droits de franc-fief, de payer une anné de revenu tous les vingt ans, à chaque mutation : cela vient onéreux à ses particulier, qui souvent n'on pas de pain, de payer d'un seul payement au boud de vingt anné. Nous disons et réclamons la bonté de Sa Majesté, sans cependant préjudicier à son revenu, et demandons que ses droits soit imposé par chacun arpent, une somme fixe à payer par an par surcroit de la taxe qui sera faite sur les autres bien suivant leur classe, et demander lé memme déclaration et joindre lé memme peine que ci-dessut.

Art. 4. Nous disons aussy un mot concernant les octroys qui ce perçoivent Amiens, capitale de cette province, qui est onéreux et à charge au public par les augmentation des denrée qui entre dans cette ville, que le tous est nécessaire a la vie.

Il se paye à Amiens un droits de vingt sols à la velte pour les eaux-de-vie, qui a esté créé il y a environ cinquante ans ; on présume que ce seul droit monte à environs quarante mil livres par an. Se droit a été imposé pour la reconstruction d'un bâtiment qu'on apele befroy, qui a été incendié dans le tens de la création desdit droits ; depuis ce tens ce droits exite et ce perçoit encore aujourd'huy, tandis qu'à huit à dix lieux de la ville d'Amien, il en sont exempt. Il ce paye en outre quantité de fort droits tant sur les bœuf, veaux, mouton, porc, bois, foin ; nous ne nous écartons pas cependant de dire qu'il est nécessaire qu'il y ait des droits pour les entretiens de la ville d'Amien mais ceux que l'on perçoit sont trop exédent.

Art. 5. Nous disons aussy que ce qui concerne le commerce de cette province. Ce commerce est étendu sur la fabrication de toutes les étoff de laine ; mais aujourd'huy tombé entièrement par la rareté des dite laine que les Anglois vienne suivant le bruits public enlever dans nos environs.

Art. 6. Nous représentons aussy ce qui concerne les contestation qui forme des grands procès qui vienne ruineaux à des famille entière ; nous demandons et suplions Sa Majesté de vouloir ordonner que toutes les contestations en matière de procédure, jugé par le juge des lieux en dernier resort jusqu'à concurrence de cinq cens livres, d'après par appelle au dessus de la susditte somme aux petits bailliage, ainsy de suite à la chambre souveraine. Lesdits juge des lieux sont dans le cas de connoitre le locale des contestation, et le tout jugé à peu de fray.

Art. 7. Il nous paroît qu'il seroit très utile pour la facilité public qu'il n'y ait qu'une seule aune, un seul poid et une seule mesure.

Art. 8. Nous nous plaignons que nous payons le travail des pont et chaussé. Autre fois chaque paroisse avez sa tache memme borné, chacun entretenoit sa tache ; aujourd'huy on nous mest à deux ou trois lieu de distance pour nous obliger à le laisser faire parles entrepreneur. Nous y apercevons de l'erreur ; c'est pourquoy nous prions Sa Majesté d'ordonner que toute les paroisse ait leur tache à entretenir.

Art. 9. Nous n'obmetion pas non plus de parler des pauvres mandian, dont la quantité nombreuse se multiplie de jour en jour par la cherté du pain, et à défaut de commerce, que plusieurs ont besoin ; mais sous ces titres, gens sans aveau et autre sans nécessité qui ne sont pas connu, vienne et mandient et font tort aux véritable pauvre. Il seroit nécessaire d'y apporter un remède pour cette efet ordonner que tout mandian doivent être pourvu d'un certificat de leur curé, et signé de municipalité, parce moyen on connoitra le vray pauvre.